

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 27 MARS 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA, Stratège en chef du marché

Changement de cap mondial – à quel jeu jouons-nous?

« *Les coups de circuit d’hier ne vous feront pas gagner les matchs d’aujourd’hui.* »

– Babe Ruth

Le fil conducteur : Depuis que Donald Trump a prêté serment pour son deuxième mandat (évoquant l’ancien président McKinley dans son discours inaugural et signant une foule de décrets à peine descendu du podium), de profonds changements ayant une incidence sur l’ordre mondial ont été mis en branle. Les marchés et les décideurs se sont demandé à quel jeu les États-Unis jouaient en redéfinissant leur position sur la scène mondiale. Bon nombre de ces questions se sont révélées encore plus pertinentes au cours des quatre dernières semaines au vu du conflit au Moyen-Orient. Nous vous présentons celles qui ont le plus d’impact ainsi que différentes hypothèses sur la façon dont la situation pourrait évoluer dans les jours à venir.

La politique ne cesse de changer

En général, les marchés financiers s’intéressent aux machinations géopolitiques (p. ex., résultats d’élections, changements apportés aux lois ou même actions militaires) uniquement si elles ont une incidence durable sur les données fondamentales de l’économie. Dans ce contexte, le président Donald Trump est une force de la nature formatrice, puisqu’il a déclenché un torrent de changements dans les nombreuses ramifications de la politique commerciale et étrangère des États-Unis dès les premiers jours suivant son entrée en fonction.

S’inspirant de William McKinley (le 25^e président, connu pour l’imposition de tarifs douaniers et sa volonté de bâtir un empire), le gouvernement a rapidement redéfini les priorités des États-Unis dans les affaires mondiales. Des tarifs douaniers ont été imposés tant aux pays amis qu’aux ennemis. Des compressions considérables ont été effectuées dans le financement des organismes d’aide (USAID), qui jouent le rôle de puissance discrète, les effectifs du gouvernement (DOGE), les corps diplomatiques et les militaires de haut rang. Des organismes mondiaux clés comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l’OTAN ont été avisés que les États-Unis s’attendaient à ce qu’ils respectent leurs engagements financiers et recentrent leurs activités sur leurs objectifs de base. Les discours expansionnistes ont visé le Canada, le Groenland, le Venezuela et Cuba. L’ampleur et la vitesse du changement ont ébranlé les dirigeants mondiaux et les géants du monde des affaires, car il était difficile de savoir à quel jeu jouaient les États-Unis. Visaient-ils la supériorité économique ou la domination militaire?

Craignant que l’ampleur et la profondeur des changements de politique entraînent une récession ou une hausse de l’inflation, les investisseurs ont d’abord réagi en provoquant une chute des actions et des obligations. Les marchés ont pu rapidement se redresser grâce à une combinaison de facteurs (p. ex., report et réduction des principaux tarifs douaniers, rajustement des prévisions de bénéfices que, dans l’ensemble, les sociétés ont aisément surpassées). À la

fin de l’année, les actions avaient atteint ou frôlaient de nouveaux sommets, les taux obligataires étaient en baisse et les banques centrales avaient réduit ou maintenu leurs taux, après les avoir déjà abaissés à des niveaux expansionnistes. De nouvelles initiatives ont jeté des bases solides pour une trajectoire de croissance continue : allègements fiscaux pour les entreprises et particuliers aux termes de la loi One Big Beautiful Bill Act; déréglementation musclée et accélération de la délivrance des permis; nouveaux cadres pour d’importants secteurs de croissance (IA, cryptoactifs); tolérance accrue à l’égard des opérations de fusion et d’acquisition de grande envergure; diverses nouvelles méthodes d’investissement industriel mises en place par le gouvernement pour encourager le développement des infrastructures et des ressources nationales.

Leçon apprise : rester concentré sur les données fondamentales pendant que les répercussions des changements de cap s’estompent.

Discours sur le détroit

Passons à 2026. Au début de février, les marchés ont battu de nouveaux records, un peu comme ils l’avaient fait avant le Jour de la libération l’an dernier, pour finalement être pris un peu au dépourvu lorsque les États-Unis et Israël ont attaqué le régime iranien le 28 février ([Perspectives – stratégie hebdomadaire : après la tempête \(d’une force inouïe\)](#)). Les marchés boursiers et obligataires ont perdu du terrain, tandis que les prix de l’énergie et le dollar ont grimpé en réaction à un certain nombre de facteurs :

- la véhémence de la riposte iranienne (qui entrave notamment la circulation des biens et le transport de 20 % de la production mondiale d’énergie dans le détroit vital d’Ormuz);
- la durée jusqu’à présent (qui se calcule en semaines, et non en heures ou en jours);
- les dommages croissants aux infrastructures d’importance capitale.

Samedi dernier, après que les États-Unis eurent publié un ultimatum de 48 heures sur les réseaux sociaux, les opérations sur contrats à terme effectuées dimanche soir ont laissé entrevoir une ouverture de séance turbulente pour les opérations au comptant. Cependant, un autre message publié sur les réseaux sociaux moins de deux heures avant l'ouverture des marchés a provoqué un renversement rapide : des titres qui avaient enregistré des baisses pouvant aller jusqu'à 2 % ont regagné 2 % en moins d'une minute. Les prix du pétrole ont dégringolé, tandis que les actions ont progressé. Tout cela s'est produit malgré le fait que le détroit d'Ormuz reste techniquement fermé et que l'Iran nie que des pourparlers sont en cours. Mardi soir, d'autres nouvelles encourageantes ont créé du temps et de l'espace pour la négociation. Elles ont contribué au regain d'optimisme des marchés (malgré le fait que des milliers de soldats américains sont en route vers la région et que la circulation dans le détroit est encore largement interrompue). Au fil de la semaine, les marchés financiers ont continué d'osciller en fonction des gros titres et des messages publiés sur les réseaux sociaux.

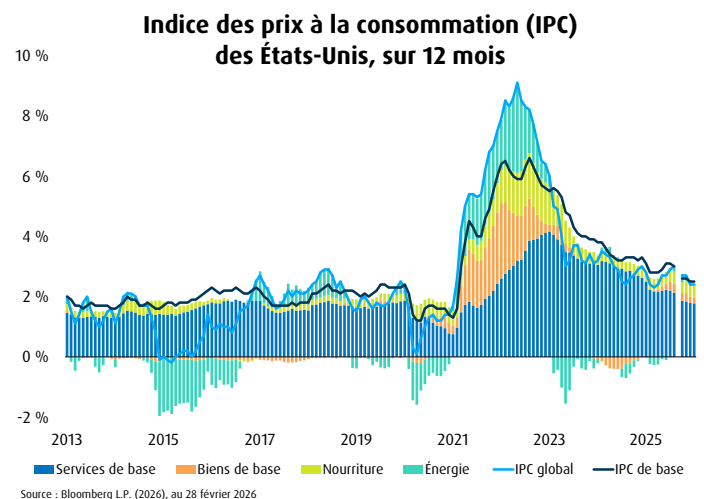
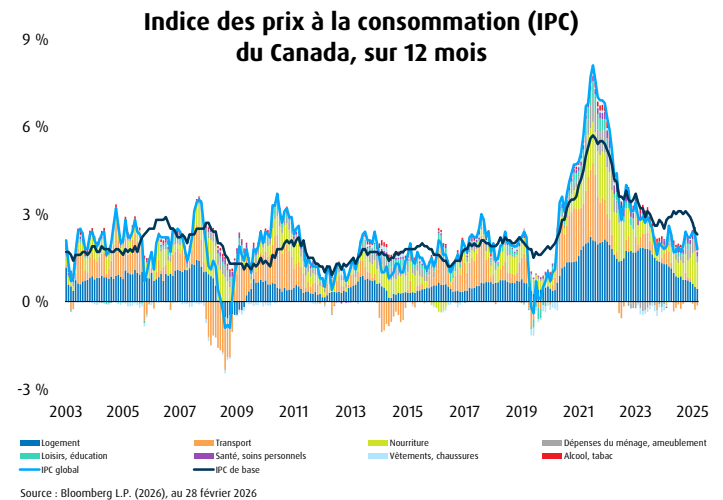
Leçon apprise : pour le moment, les investisseurs se concentrent sur le court terme (un horizon temporel qui se mesure en minutes ou en heures, et non en mois ou en années) et le champ de leur attention rétrécit (ils ne voient pas plus loin que le prochain message sur les réseaux sociaux ou la prochaine nouvelle). Il est également clair que les participants veulent vraiment en finir avec la guerre et passer à autre chose (peu importe ce que c'est). Voilà qui rappelle la lassitude causée par la question des tarifs douaniers observée l'an dernier. Les marchés ont redirigé leur attention sur les données fondamentales, même si la structure et les taux définitifs des tarifs ne sont toujours pas réglés. **Frapper fort avant d'adoucir le ton est une tactique que M. Trump utilise beaucoup, mais les investisseurs semblent l'oublier entre deux épisodes.**

Les prix de l'énergie ET l'inflation resteront-ils élevés pendant longtemps?

Chaque jour qui passe sans que le conflit soit résolu augmente le risque de dommages durables sur l'économie mondiale. Des douzaines d'installations de production d'énergie au Moyen-Orient ont été endommagées; il faudra des mois, voire des années, avant que certaines puissent reprendre leurs activitésⁱ. Mardi, les résultats des sondages auprès des directeurs d'achat de S&P Global ont été publiés pour la plupart des pays. Ils laissent entrevoir une hausse des prix des intrants et des attentes d'un ralentissement de la croissance, une combinaison qui a amené des experts à prononcer le mot redoutable « stagflation ». Bon nombre des principales banques centrales se sont réunies la semaine dernière; la plupart ont au moins évoqué la possibilité de relever les taux à un moment donné si les flux d'énergie n'étaient pas rétablis rapidement.

Il est intéressant de noter que **le risque pour l'Amérique du Nord, un exportateur net d'énergie, est moindre que pour l'Asie du Sud-Est et la zone euro.** De plus, les perspectives de l'économie nord-américaine étaient prometteuses avant le choc, grâce à une croissance des bénéfices à deux chiffres, une inflation faible (bien que plus élevée que le souhaiterait la Réserve fédérale) et des mesures de relance budgétaires et monétaires abondantes. Il convient également de noter que l'intensité énergétique de l'économie est beaucoup moins élevée aujourd'hui que lors des chocs pétroliers précédents. **Dans un article récent, notre équipe Études économiques BMO a indiqué que si le prix du pétrole restait supérieur à 90 \$ pendant deux mois, cela ne retrancherait pas plus de 0,30 % à la croissance du PIB des États-Unis et du Canadaⁱⁱ.**

Les graphiques ci-dessous montrent que la part des activités liées à l'énergie et à la production dans les dépenses globales est plus petite qu'auparavant. Aux États-Unis, par exemple, les services représentent une part beaucoup plus importante (et plus stable) des prix globaux.



Il n'y a pas de retour en arrière possible

Élargissons notre angle de vue pour examiner les répercussions à long terme des rebondissements de la politique mondiale au cours de la dernière année :

- Il est de plus en plus difficile pour les marchés de ne pas être influencés par la géopolitique, même si, comme toujours, ils s'efforcent de l'ignorer. Les investisseurs devraient au moins intégrer les répercussions économiques de l'évolution des alliances et des relations commerciales dans leur analyse.
- Une grande partie des dépenses en infrastructure est déjà prévue. La nécessité de reconstruire les zones endommagées par la guerre ne fera qu'augmenter les besoins, ce qui profitera à divers fabricants dans de nombreux pays.
- Il est temps pour l'Europe et l'Asie du Sud-Est de réfléchir sérieusement à leur dépendance aux biens énergétiques concentrés dans une région. Ainsi, les redondances, les plans de rechange et la sécurité seront probablement des priorités pour les dirigeants d'entreprise.

- Les chaînes d'approvisionnement en général font l'objet d'un remaniement depuis les premières guerres commerciales lancées en 2018. La Chine et de nombreuses entreprises établies en Amérique du Nord ont fait de grands progrès à cet égard. Les sociétés de logistique et de transport s'améliorent constamment pour s'adapter et l'IA peut contribuer au processus. Le remaniement des voies logistiques du détroit d'Ormuz, de la mer Rouge et autres voies commerciales pourrait s'accélérer. Cela pourrait également accélérer la construction de sites de fabrication remplis de robots, moins dépendants du capital humain et situés plus près des marchés finaux.
- Les menaces brandies par l'Iran qui pèsent sur les installations de dessalement et les centres de données, où l'armée et des civils circulent, pourraient inspirer une réflexion sur la concentration des sites, les plans de redondance ainsi que la cybersécurité et la sécurité physique.
- Les guerres peuvent illustrer et accroître le besoin de nouvelles technologies. En fait, une grande partie de celles que nous utilisons aujourd'hui (GPS, géolocalisation, communications par satellite, fission, mobilité Internet) a d'abord été utilisée par les gouvernements en temps de guerre. L'utilisation de drones pour la livraison autonome, les communications à distance améliorées et l'aide apportée par l'IA pour un large éventail de tâches logistiques pourraient bien prendre de la vitesse dans la foulée de ce conflit. La surveillance de précision (p. ex., pour déminer le détroit) et l'utilisation des satellites pourraient également devenir essentielles.

Compte tenu de la vitesse à laquelle les événements se produisent (et des multiples canaux qui déversent l'information), il est judicieux de bien observer la situation avant de procéder à des rajustements importants. Au début de l'année, nous avons modérément surpondéré les titres de croissance. Nous croyons toujours que c'est le scénario le plus probable, en particulier si une sortie du conflit en Iran s'effectue en quelques jours plutôt qu'en quelques semaines. Un rééquilibrage prudent est toutefois judicieux.

Étant donné que les taux de rendement se rapprochent de 4,5 % ou plus, les obligations du Trésor américain à 10 ans pourraient devenir plus intéressantes. Certes, les taux de rendement pourraient monter plus haut et les prix pourraient baisser, surtout en cas d'imprévu, comme la destruction d'autres capacités de production d'énergie ou une augmentation importante du personnel militaire sur le terrain.

En déterminant quels jeux géopolitiques se profilent à l'horizon, nous pourrions conclure que le scénario n'est ni économique ni militaire. Nous sommes plutôt dans un casse-tête, c'est-à-dire une situation où de nombreuses variables interagissent simultanément à différents niveaux.

Répercussions pour les investisseurs

La situation sera difficile pour l'économie mondiale au cours des prochaines semaines et des prochains mois. Plus tôt le détroit d'Ormuz sera rouvert et la production d'énergie rétablie, plus il y a de chances que les banques centrales du monde entier ignorent l'inflation persistante et résistent à la tentation de relever les taux. **L'éventail des résultats possibles (le risque extrême, qui dans le jargon de notre secteur signifie le pire ou le meilleur des scénarios) est très large et difficile (voire impossible) à prévoir.**

Du côté positif, la période de publication des résultats commence vraiment dans quelques semaines seulement aux États-Unis, puis peu après, au Canada. Comme au premier trimestre de l'an dernier (qui a permis de savoir comment les entreprises ont surmonté les premiers jours du choc tarifaire), nous nous attendons à une discussion franche sur les secteurs où les entreprises constatent une augmentation des pressions sur les prix et la croissance, et ceux où elles trouvent des occasions, ainsi que sur leur adaptation.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

Cette semaine

Mise à jour des attentes à l'égard de la Réserve fédérale (Fed) –

Le marché des contrats à terme sur fonds fédéraux a laissé entendre que les négociateurs d'obligations ne prévoient plus de nouvelles réductions du taux directeur en 2026, mais cela reflète peut-être un juste milieu entre deux discours divergents. Le président de la Fed de Chicago, Austan Goolsbee, a fait remarquer récemment, dans plusieurs entrevues, que la politique monétaire pourrait prendre des trajectoires très différentes en fonction de l'incidence de l'inflation sur l'économie américaine. La présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly, a publié des messages similaires sur les réseaux sociaux : « Aujourd'hui, il y a au moins deux voies possibles pour l'économie. Et lorsque l'incertitude est élevée, il est important de tenir compte de scénarios plutôt que de fournir des prévisions qui pourraient refléter une certitude. » Mme Daly a ajouté que si le conflit au Moyen-Orient se prolonge, « les perturbations de l'approvisionnement en énergie et les pressions sur les coûts connexes pourraient perdurer, avec un risque accru de hausse de l'inflation, et de ralentissement de la croissance et du marché de l'emploi ». La semaine dernière, le gouverneur de la Fed, Chris Waller, qui avait précédemment préconisé des réductions de taux, a fait marche arrière, déclarant : « Il semble que le conflit sera beaucoup plus prolongé et les prix du pétrole demeureront élevés pendant longtemps. Cela donne à penser que l'inflation est plus préoccupante. » Ces derniers temps, M. Waller et Mme Daly ont été un peu plus attentifs aux risques du volet emploi du double mandat de la Fed, mais les pressions croissantes exercées par le conflit au Moyen-Orient sur l'énergie et la chaîne d'approvisionnement ont modifié l'équilibre.

Ventes au détail au Canada – En janvier, les ventes au détail ont augmenté de 1,1 %, ce qui est un peu moins élevé que l'estimation provisoire et prolonge la tendance en dents de scie observée depuis un an. La plupart des secteurs ont progressé, à commencer par les marchandises générales (+3,0 %) et l'équipement de sport (+2,6 %). L'automobile (+2,0 %) a également rebondi après la faiblesse de décembre. Parmi les secteurs plus faibles, mentionnons les vêtements et les accessoires (-1,1 %, les chaussures ayant été particulièrement faibles). Les ventes, hors automobile, ont monté de 0,8 %, tandis que les dépenses, hors automobile et essence, ont progressé de 0,9 %. Les données préliminaires pour février indiquent une hausse de 0,9 % des ventes au détail, ce qui marquerait la première « série » de deux mois au cours de laquelle les ventes augmentent depuis mars-avril 2025. Les prix des biens ont peu varié au cours du mois, ce qui signifie que les volumes pourraient également augmenter. Les données décentes sur les ventes au détail en janvier et les données provisoires positives pour février mettent en évidence la résilience des consommateurs face aux obstacles croissants pour l'économie canadienne. Comme la hausse des coûts de l'énergie devrait gruger une plus grande part du budget des ménages au cours des prochains mois, nous surveillerons comment les autres composantes des dépenses évolueront.

Le marché canadien de l'habitation demeure faible – En février, nous avons assisté à une période de faible demande et de faible volume, qui a maintenu l'activité à un bas niveau. Dans l'ensemble, le marché continue de se replier lentement, mais les conditions varient toujours selon la région et le segment de marché. En février, les ventes de maisons existantes ont baissé de 1,3 % après désaisonnalisation, et de 8,1 % par rapport à il y a un an. L'hiver rigoureux a probablement eu un impact en début d'année, mais cela ne devrait pas détourner l'attention de la faible demande sous-jacente. Le prix de référence national a

de nouveau chuté, soit de 4,8 % sur 12 mois en février. Par rapport au sommet de février 2022, les prix ont maintenant reculé de 20 % à l'échelle nationale (près de 30 % après prise en compte de l'inflation). Les plus fortes baisses des prix sur 12 mois ont été observées à Toronto (-7,1 %) et à Ottawa (-2,1 %), tandis qu'à Montréal, les prix ont augmenté de 5,1 %.

L'or a perdu un peu de son lustre (du moins temporairement) –

Lorsque la peur est élevée, l'or a tendance à briller. Cependant, cela n'a pas été le cas depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Il est difficile de trouver une raison définitive pour laquelle les prix de l'or et de l'argent ont fortement baissé au cours des quatre dernières semaines, mais il y a plusieurs hypothèses. Après plusieurs années de solides gains, les investisseurs cherchaient à encaisser des profits. Les achats d'or des banques centrales, dans le cadre des efforts déployés par les gouvernements pour diversifier leurs réserves, ont constitué un catalyseur initial du récent cycle de hausse des métaux précieux. Le World Gold Council a indiqué que les achats d'or des banques centrales ont ralenti considérablement en janvier par rapport aux moyennes mensuelles de 2025. Certains ont en conséquence pensé que ce pilier fondamental de l'or commençait peut-être à faiblir. Même si les thèmes évoluent constamment, les prix de l'or ont historiquement montré une corrélation inverse assez élevée avec les taux d'intérêt réels. La guerre au Moyen-Orient a accentué les préoccupations inflationnistes, en particulier en Europe et en Asie. Les investisseurs prévoient maintenant de multiples hausses de taux de la Banque centrale européenne, de la Banque d'Angleterre et de la Banque de réserve de l'Inde, ce qui pourrait faire augmenter les taux réels. Les achats de bijoux représentent environ 30 % de la demande d'or, surtout en Inde. La hausse des coûts de l'énergie réduit le pouvoir d'achat des ménages pour les bijoux en or. Le statut de l'argent en tant que métal industriel à un moment où les attentes quant à la croissance du PIB mondial s'atténuent a probablement représenté un catalyseur supplémentaire pour les vendeurs du métal. Bien qu'il soit difficile de déterminer la cause exacte de la volatilité récente, ce repli n'annule pas le rôle du métal en tant qu'élément de diversification potentiel de portefeuille pour ceux qui le désirent.

Accélération de la volatilité des prix du pétrole – Les prix du pétrole demeurent hypersensibles à chaque nouveau grand titre ou message sur les réseaux sociaux. Les discours qui laissent entrevoir une porte de sortie ou une désescalade de quelque nature que ce soit produisent habituellement des reculs rapides, tandis que ceux qui soulignent des impacts directs (et laissent entrevoir des dommages durables) sur les infrastructures énergétiques ont fait remonter les prix. Un élément clé de la situation est le détroit d'Ormuz, à savoir si les navires peuvent le traverser en toute sécurité. Mardi, peu après l'ouverture des marchés boursiers, le président Trump a déclaré à la Maison-Blanche : « Nous avons gagné cette guerre, et l'Iran veut absolument conclure un accord. » Le président a déclaré que les négociations étaient en cours et que l'Iran « nous a donné un cadeau », qui avait une énorme valeur monétaire et qui était lié au pétrole et au gaz. Plus tard, des reportages ont déclaré que le « cadeau » était une lettre du ministère des Affaires étrangères de l'Iran dans laquelle le pays est décrit comme un acteur responsable cherchant à préserver la « liberté de navigation ainsi que la sécurité et la sûreté des activités maritimes ». La lettre disait également que « l'Iran avait maintes fois insisté sur le fait que le détroit d'Ormuz reste ouvert. » Cette déclaration a été nuancée par l'exclusion d'actifs appartenant aux États-Unis, à Israël et à d'autres participants aux agressions. Tout pays ou groupe qui n'est pas visé par cette définition

peut coordonner le passage en toute sécurité avec la République islamique d'Iran. Vers midi, le premier ministre pakistanais a déclaré que son pays était prêt à accueillir des négociations significatives entre les deux parties, tandis que la chaîne 12 d'Israël a indiqué qu'un sommet pourrait en effet être organisé à Islamabad. La chaîne 12 a ensuite indiqué qu'une proposition de paix en 15 points avait été transmise à l'Iran et qu'il pourrait y avoir un cessez-le-feu d'une durée d'un mois pour laisser le temps aux négociations de progresser. L'aboutissement de ces événements a finalement mené à une vente massive sur les marchés pétroliers en fin d'après-midi. La balle est maintenant dans le camp de l'Iran. Cependant, la liste actuelle de demandes de l'Iran ne correspond pas au plan en 15 points de l'administration. La Marine américaine et la 82^e division aéroportée demeurent en route vers la région, ce qui laisse la porte ouverte à une autre escalade si les efforts diplomatiques échouent.

La semaine prochaine

Une semaine axée sur l'emploi aux États-Unis. Vendredi matin, le rapport d'ADP, l'enquête sur les emplois vacants et le roulement de la main-d'œuvre et les importantes données sur les emplois

non agricoles seront publiés. Des données clés sur la confiance des entreprises et du secteur des services (recueillies après le début de la guerre au Moyen-Orient) arriveront mercredi et vendredi.

Lundi 30 mars – Rien de prévu

Mardi 31 mars – Confiance des consommateurs et rapport JOLTS aux États-Unis | PIB au Canada

Mercredi 1^{er} avril – Sondage sur l'emploi d'ADP, ventes au détail, indice S&P Global des directeurs d'achats du secteur manufacturier, sondage ISM du secteur manufacturier et stocks des entreprises aux États-Unis

Judi 2 avril – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi aux États-Unis | Balances commerciales au Canada

Vendredi 3 avril – Emplois non agricoles, indice S&P Global des directeurs d'achats du secteur des services et sondage ISM du secteur des services aux États-Unis

Fiche des données au 25 mars 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 25 mars 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 592	1,3 %	-3,4 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	21 930	1,3 %	-5,5 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	46 429	1,9 %	-3,0 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 453	3,8 %	3,5 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	32 383	3,4 %	2,6 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	10 660	2,0 %	0,5 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	806	0,7 %	5,2 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,5 %	-0,2 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,4 %	-0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,7 %	-0,5 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,4 %	-0,4 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,5 %	-0,3 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,7 %	0,1 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,6 %	0,2 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,6 %	0,0 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	25 mars 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,33 %	3,94 %	4,17 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,48 %	3,13 %	3,43 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,84 %	4,23 %	4,48 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,96 %	2,64 %	2,85 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,25 %	2,11 %	2,06 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 25 mars 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	99,60	0,0 %	1,3 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	-0,6 %	-0,6 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	70 982,79 \$	1,3 %	-19,0 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 506,00 \$	0,3 %	4,3 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	90,32 \$	-8,1 %	57,3 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'état et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

ⁱ Over 40 Middle East energy assets 'severely damaged,' IEA says (en anglais seulement)

ⁱⁱ Iran Conflict: Q/A Session (en anglais seulement)